



ASSEMBLÉE NATIONALE

11ème législature

directeurs d'école

Question écrite n° 55189

Texte de la question

M. Thierry Mariani appelle l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur les difficultés rencontrées par les directeurs des écoles dans l'exercice de leurs fonctions. Depuis le début de la dernière rentrée scolaire, les directeurs des écoles maternelles et primaires observent une grève administrative pour dénoncer une surcharge de travail. Le poids des responsabilités attachées à leurs fonctions, notamment en matière de sécurité des enfants et la multiplication des tâches administratives empêchent les directeurs d'accomplir pleinement leurs missions. Si le statut de directeur d'école n'a guère évolué depuis un siècle, la direction d'une école demande aujourd'hui un investissement de tous les instants. Faute d'une reconnaissance manifeste de la part de l'éducation nationale et d'une rémunération plus attractive, la fonction n'attire plus les enseignants. Alors qu'une revalorisation du rôle et du statut des chefs d'établissements du second degré a fait récemment l'objet d'un protocole d'accord, il lui demande s'il entend mener et selon quel calendrier une réflexion identique sur le métier de directeur d'école afin que leurs légitimes revendications soient entendues.

Texte de la réponse

Les directeurs d'école exercent des fonctions pédagogiques administratives et sociales qui en font les interlocuteurs privilégiés des autorités locales comme des familles. Ces fonctions au fil du temps sont devenues plus lourdes et plus exigeantes. Tous les directeurs d'école bénéficient d'un complément de rémunération - bonification indiciaire et indemnité de sujétions spéciales - d'un montant mensuel qui varie de 490 francs pour une classe unique à 1 775 francs pour les écoles de dix classes et plus hors ZEP. Le régime des décharges de service d'enseignement et le dispositif de formation des intéressés ont été améliorés ces dernières années. Mais ces mesures n'ont pas permis de rendre ces fonctions suffisamment attractives et des postes demeurent vacants, principalement dans les écoles de deux à quatre classes. Un groupe de travail, réunissant des représentants des personnels et des représentants de l'administration, a engagé la réflexion nécessaire. Après avoir procédé à un état des lieux, ce groupe de travail a examiné plusieurs hypothèses portant sur la formation initiale et continue, l'accès à la fonction, le régime indemnitaire, le travail administratif, l'aide des inspections et des rectorats, les réseaux d'écoles, l'équipement informatique des écoles. Les propositions du groupe de travail feront l'objet de négociations avec les organisations syndicales et de discussions avec les collectivités locales, afin d'améliorer rapidement le fonctionnement des écoles et de rendre les fonctions de directeur plus attractives.

Données clés

Auteur : [M. Thierry Mariani](#)

Circonscription : Vaucluse (4^e circonscription) - Rassemblement pour la République

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 55189

Rubrique : Enseignement maternel et primaire : personnel

Ministère interrogé : éducation nationale

Ministère attributaire : éducation nationale

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 11 décembre 2000, page 6935

Réponse publiée le : 1er janvier 2001, page 87